

**Compte-rendu
de la séance du Conseil municipal
du 30 septembre 2019**

L'An deux mil dix-neuf, le trente septembre à vingt heures, le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi à la Mairie en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe VILLEDIEU, Maire.

Convocation : 23 septembre 2019

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Philippe VILLEDIEU Maire, M. David LECOMTE 1^{er} Adjoint, M. Olivier HOUDY 2^{ème} Adjoint, M. Guy BEAUREPÈRE 3^{ème} Adjoint, Mme Claude VARNIER 4^{ème} Adjointe, M. Antoine CHEREAU 5^{ème} Adjoint, M. Arnaud BELLANGER 6^{ème} Adjoint, Mme Annick ALLÉE, M. Emmanuel BELLANGER, M. Laurent BERTHIER, M. Charles BOBET, Mme Liliane CONTREPOIS, M. Christophe DROUIN, Mme Stéphanie DROUIN, M. Alain EDMOND, M. Roland FERROL, M. Yannick FOURMONT, M. Joël LAMET, M. Christian LAURIN, Mme Aurélie SADOUKI, M. Fabrice SEGUT, M. Dominique SEIGNEURET

ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS : Mme Laëtitia CRESPEAU a donné pouvoir à M. David LECOMTE, Mme Pauline FOUCAULT a donné pouvoir à Mme Stéphanie DROUIN, Mme Nathalie LOISELEUR

ÉTAIENT ABSENTS : M. Chantal BINOIST, M. Dominique LORIN, M. Dominique PRIEUR, M. Eric VAULOU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Fabrice SEGUT

Le compte-rendu de la réunion du conseil municipal du 29 juillet 2019 est approuvé à l'unanimité, sans observation.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de commencer l'ordre du jour par le deuxième point « Attribution des travaux d'aménagements Place de l'église et création d'un plateau surélevé sur la RD 941 à Mézières-au-Perche – Commune de Dangeau » en attendant que les intervenants de h2air finissent d'installer leur matériel et de l'arrivée de Mme Aurélie SADOUKI qui souhaite être présente à la présentation du projet éolien.

Le conseil municipal accepte à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR :

- **ATTRIBUTION DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS PLACE DE L'ÉGLISE ET CRÉATION D'UN PLATEAU SURÉLEVÉ SUR LA RD 941 A MÉZIERES-AU-PERCHE, COMMUNE DE DANGEAU**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune a décidé lors du vote du budget primitif de réaliser des travaux d'aménagements de sécurité dans le bourg de Mézières-au-Perche sur la RD941.

Une consultation a été lancée le 25 juillet 2019 sur le site de l'Association des Maires d'Eure-et-Loir pour une remise des offres le 29 août 2019.

Au terme de la consultation, l'appel d'offres est déclaré infructueux car aucune offre n'a été déposée à la mairie.

Une nouvelle consultation a été lancée auprès d'entreprises.

Trois offres ont été reçues : Colas, Pigeon TP et Villedieu Frères.

L'analyse des offres reçues est la suivante :

Entreprise	Aménagement de la Place de l'église HT	Réalisation d'un plateau surélevé sur la RD941 (entrée d'agglomération) HT	Montant total HT	TVA 20%	Montant total TTC
COLAS	23 000,00 €	17 000,00 €	40 000,00 €	8 000,00 €	48 000,00 €
PIGEON TP	19 657,57 €	12 861,61 €	32 519,18 €	6 503,84 €	39 023,02 €
VILLEDIEU FRERES	15 819,00 €	8 672,00 €	24 491,00 €	4 898,20 €	29 389,20 €

Monsieur le Maire propose de retenir le candidat Villedieu Frères pour la somme de 24 491 € HT.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide:

- **D'ATTRIBUER** le marché de travaux à l'entreprise Villedieu Frères,
- **DIT QUE** les crédits sont prévus au budget principal de la commune à l'article 2151,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents en lien à ce marché.
- **PRÉSENTATION D'UN PROJET ÉOLIEN PAR LA SOCIÉTÉ H2AIR**

Arrivée de Mme Aurélie SADOUKI

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'une information et qu'il n'y aura pas de délibération.

M. BAQUET et M. GOMEZ font une présentation de h2air et du projet éolien situé à l'Est de Bullou.

- **PARTICIPATION FINANCIÈRE POUR 2019 AU FONDS DÉPARTEMENTAL D'AIDE AUX JEUNES**

Monsieur le Maire informe du courrier du Conseil Départemental du 24 juillet 2019.

Le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) est géré par le Conseil Départemental et peut être alimenté financièrement par les communes et les communautés de communes. Il aide les jeunes âgés de 18 à 25 ans rencontrant des difficultés particulières d'insertion sociale et professionnelle.

En 2018, 560 jeunes eulériens ont été aidés dans le cadre de leur parcours d'insertion.

Monsieur le Maire sollicite l'avis des membres du conseil municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- **DECIDE** de ne pas donner une suite favorable à la demande.
- **PARTICIPATION FINANCIÈRE 2019 AU FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT**

Après avoir pris connaissance de la correspondance émise par le Conseil Départemental d'Eure-et-Loir en date du 02 août 2019,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de participer à hauteur de 3 € par logement social (5 logements Rue des Champarts et 8 logements Rue Philippe de Courcillon) soit 3 € x 13 logements, ce qui représente la somme de 39 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- **ACCEPTE** de participer pour l'année 2019 au Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.) qui est placé sous la responsabilité des départements.
- **DECIDE** de verser la somme de 39 € correspondant à 3 € x 13 logements.

- **REDEVANCE ASSAINISSEMENT COLLECTIF A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2020**

Vu le contrat signé avec la Société SAUR le 18 décembre 2017 dans le cadre d'une Délégation de Service Public ;

A compter du 31 décembre 2019, la compétence assainissement collectif sera transférée au Syndicat Mixte de l'Ozanne. Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal délibère chaque année sur la redevance assainissement.

Cette taxe est imputée aux contribuables raccordés au réseau d'assainissement collectif, situés dans le bourg de Dangeau. Elle est facturée sur les factures d'eau potable par la Société SAUR depuis le 1^{er} janvier 2018 dans le cadre de la délégation de service public (contrat de concession).

Monsieur le Maire propose de prendre une délibération de principe et de maintenir à 1,30 € HT le m³ la redevance assainissement collectif.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- **DECIDE** de maintenir à **1,30 € HT le m³**, le montant de la redevance assainissement pour les consommations d'eau à compter du 1^{er} janvier 2020.

Monsieur le Maire fera suivre la décision du conseil à la Société SAUR et au Syndicat Mixte de l'Ozanne.

- **SURTAXE COMMUNALE SUR VENTE D'EAU POTABLE : SOCIÉTÉ SAUR A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2020**

Vu le contrat signé avec la Société SAUR le 18 décembre 2017 dans le cadre d'une Délégation de Service Public ;

Vu les articles L.2224-12-1 à L.2224-12-5 et R.2224-19 à R.2224-20 du CGCT,

Vu la délibération du conseil municipal N°2018-103 en date du 05 juin 2018 fixant la surtaxe communale sur la vente d'eau potable à compter du second semestre 2018,

Monsieur le Maire rappelle que la compétence de distribution de l'eau potable sera transférée à la Communauté de Communes du Bonnevalais au 1^{er} janvier 2020. Monsieur le Maire propose de prendre une délibération de principe et de maintenir le prix à 0,40 € HT le m³ de la surtaxe communale sur la vente d'eau potable pour les consommations d'eau à compter du 1^{er} janvier 2020.

Après concertation, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- **DE MAINTENIR** la surtaxe communale sur la vente du m³ d'eau potable, à **0,40 € HT le m³ pour les volumes consommés à compter du 1^{er} janvier 2020.**

Monsieur le Maire fera suivre la décision du conseil à la Société SAUR et la Communauté de Communes du Bonnevalais.

- **RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ANNÉE 2018**

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal, à l'unanimité:

- **ADOPTE** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable de l'année 2018,
- **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération,
- **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr,
- **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

- **RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF ANNÉE 2018**

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le conseil municipal, à l'unanimité:

- **ADOpte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif 2018,
- **DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération,
- **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr,
- **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

- **AVENANT DE PROLONGATION A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LA COMMUNE POUR LA GESTION DE LA BIBLIOTHÈQUE**

Vu la convention signée entre le Président du conseil départemental et le Maire de la commune le 21 mars 2017 ayant pour objet le fonctionnement de la bibliothèque municipale,

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que le Conseil Départemental a établi un avenant de prolongation de la convention de partenariat et d'informatisation au fonctionnement de la bibliothèque municipale.

Cet avenant prend effet le 1^{er} janvier 2020 et s'achèvera le 31 décembre 2020. Les autres conditions restent inchangées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **AUTORISE** M. le Maire à signer l'avenant pour l'année 2020.

- **DÉCISIONS MODIFICATIVES N°1 AU BUDGET PRINCIPAL 2019 DE LA COMMUNE DE DANGEAU**

Considérant l'adoption du budget annexe du service assainissement en date du 15 avril 2019 ;

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il y a lieu de faire des virements de crédits afin d'ouvrir les crédits nécessaires en section d'investissements pour régler les dépenses afférentes à différents investissements.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à faire les virements de crédits sur le budget primitif 2019 du budget principal, comme suit :

DEPENSES D'INVESTISSEMENTS :

Article 020 – Dépenses imprévues :	- 4 600,00 €
Article 2113 – Terrains aménagés autres que voirie :	+ 100,00 €
Article 2151 – Réseaux de voirie :	+ 2 000,00 €
Article 21568 – Autre matériel et outillage d'incendie...	+ 2 500,00 €

- **REDEVANCE 2019 D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR L'OPÉRATEUR DE TÉLÉCOMMUNICATION : ORANGE**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le code des postes et des communications électroniques et notamment l'article L 47,

Vu le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public,

Considérant que l'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu au versement d'une redevance en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de fixer au tarif maximum le montant des redevances d'occupation du domaine public routier dues par ORANGE pour 2019.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** d'appliquer les tarifs maxima prévus par le décret précité pour la redevance d'occupation du domaine public routier due par ORANGE, à savoir pour l'année 2019 (patrimoine des équipements arrêté au 31/12/2018):
 - 40,73 € par kilomètre et par artère en souterrain x 5,42 km = **220,76 €**
 - 54,30 € par kilomètre et par artère en aérien x 9,56 km = **519,11 €**
 - 27,15 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (cabines notamment) x 0,50 m² = **13,58 €**.

Sachant qu'une artère correspond à un fourreau contenant ou non des câbles (ou un câble en pleine terre) en souterrain et à l'ensemble des câbles tirés entre deux supports en aérien.

- **DIT** que ces montants sont revalorisés chaque année en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.
- **CHARGE** Monsieur le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes au compte 70323 au budget principal 2019 pour un montant de 753 € (arrondi à l'euro le plus proche).

- **PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BONNEVALAIS – MISE EN RECOUVREMENT DES FRAIS ENGAGÉS POUR LA GARDERIE PÉRISCOLAIRE : ANNÉE SCOLAIRE 2018/2019 POUR LA PÉRIODE DE SEPTEMBRE A DÉCEMBRE 2018**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Bonnevalais a la compétence de la garderie périscolaire depuis 2008. A cet effet, des employés ont été mis à disposition ainsi que des locaux pour le fonctionnement de cet accueil.

Un état des frais de fonctionnement est ainsi établi chaque année reprenant (les frais de personnel, les frais de chauffage, d'électricité, d'eau, de téléphone, d'accès à internet, d'assurance du local, des produits d'entretien et diverses autres fournitures annexes).

Pour l'année scolaire **2018-2019** et plus précisément la période de septembre à décembre 2018, les frais engagés par la Commune de DANGEAU s'élèvent à la somme de **5 498,55 € (cinq mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit Euros et cinquante-cinq centimes)**.

Après avoir donné en détail la décomposition de ces frais, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **CHARGE** Monsieur le Maire de mettre en recouvrement la somme de **5 498,55 €**,
- **DEMANDE** que soit mise en recouvrement la somme précisée en émettant un titre de recette auprès de la Communauté de Communes du Bonnevalais,
- **DIT** que la somme sera portée au crédit de l'article 74751 du budget communal 2019.

- **FERMAGES 2019**

VU l'arrêté ministériel en date du 12/07/2019 constatant pour 2019 l'indice national des fermages,

VU la délibération du conseil municipal n°2019-20 en date du 20/02/2019 autorisant M. Gilles MOUSSU à louer à titre précaire la parcelle cadastrée YW n°23,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les fermages 2019 ont subi une augmentation. La variation à appliquer par rapport à ceux de l'année 2018 est de + 1,66 %, à savoir :

- Parcelle YW N°23 « Prairies du Plessis » pour 56 ares à M. MOUSSU Gilles : **66,66 €**
(80 € / 12 mois x 10 mois – délibération du 20/02/2019)
- Parcelle XB N°23 « Pièces du Soussy » pour 49 ares 30 ca à M. GERE Donald : **45,41 €**
(fermage 2018 x 1,0166 soit 44,67 € x 1,0166)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **FIXE** les fermages 2019 des parcelles YW N°23 et XB N°23 comme énoncés ci-dessus,
- **DIT** que ces sommes seront encaissées en recettes de fonctionnement à l'article 752 – intitulé « Revenus des immeubles » après émission de titres de recettes au budget principal 2019.

- **CONTRAT DE MAINTENANCE POUR LA CHAUDIÈRE DE L'ÉCOLE**

Monsieur le Maire rappelle que la chaudière de l'école a été remplacée en début d'année par l'entreprise FOLLEAU.

Afin de procéder à l'entretien de la chaudière (visite annuelle), il a été sollicité à celle-ci de nous établir un contrat d'entretien.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** les termes du contrat de l'entreprise FOLLEAU,
- **DIT** que le contrat prendra effet à sa signature et sera renouvelable par tacite reconduction,
- **PRECISE** pour l'année 2019, le coût de la prestation est de 442,32 € TTC.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le contrat d'entretien.

- **INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :**

Monsieur le Maire :

- INFORME :

1. des remerciements des associations pour l'attribution d'une subvention: BAJE, l'association des amis des jumelages du canton de Brou et V.M.E.H.,
2. que le crédit agricole de Brou a versé 80 € à la commune pour l'organisation de la Rosière 2019,
3. de la lettre de l'association « Non au Projet Eolien à Montharville ». M. LECOMTE donne lecture de celle-ci.
4. du courrier de Mme ARCHENAUULT relatif à l'entretien de la mare de la Brosse.
5. des remerciements de la Ville de Bonneval pour le prêt de matériel pour l'organisation du forum des associations.
6. du déploiement de la commercialisation des offres fibre optique. M. HOUDY précise : Dangeau 3^{ème} trimestre 2021, Bullou 4^{ème} trimestre 2021 et Mézières-au-Perche 1^{er} trimestre 2022. La commune devra vérifier toutes les adresses afin qu'elles aient un numéro même pour les habitations isolées.
7. que la commune percevra du FPIC cette année un montant de 16 108 €.

Prochaines réunions : commission du bulletin le 11/10 à 18H, commissions voiries et bâtiments le 19/10 à 14H.

TOUR DE TABLE :

⇒ M. David LECOMTE :

- transmet de la part de Laëtitia CRESPEAU (pouvoir), que l'effectif scolaire de la rentrée de septembre est de 107 élèves et qu'il est observé qu'une baisse s'en suivra pour les prochaines rentrées.
- informe que toutes les anciennes tables d'écoliers ont été vendues au profit de la coopérative scolaire de Dangeau.

⇒ M. Guy BEAUREPERE informe :

- que les travaux au cimetière de Dangeau débiteront la semaine prochaine.
- que les travaux de réhabilitation de la salle de Mézières ont commencé. Le faux-plafonds est posé. Du ménage a été fait avec Mme CONTREPOIS et les employés communaux
- que le désherbage des cimetières est en cours.

⇒ Mme Claude VARNIER demande quand sera réalisé l'entretien de la chaudière et du conduit de cheminée à Bullou.

M. Guillaume CRESPEAU interviendra à la fin de la semaine.

Par ailleurs, le niveau de la cuve à fioul sera relevé par les employés communaux.

⇒ Mme Annick ALLÉE informe que Mme ALEXANDRE qui réalise chaque semaine l'entretien de la salle polyvalente, est obligée de ranger le local où se trouve l'armoire des produits, (matériel de sport non rangé). Elle perd du temps toutes les semaines.

De plus, Mme ALLÉE demande que la commission cantine soit convoquée afin de résoudre les problèmes à la cantine (des pâtes toutes les semaines, problème de livraison des repas).

La commission cantine se réunira le 16 octobre prochain à 18H.

⇒ M. Christophe DROUIN signale le passage quotidien (axe RD 941 Mézières-au-Perche / Dangeau) de camions PL suite à la déviation à Thivars. Les accotements se trouvent abîmés. Il précise qu'Alluyes va faire une pétition.

M. VILLEDIEU va contacter M. SERISIER au conseil départemental à Bonneval.

⇒ M. Alain EDMOND demande où en est le permis de construire pour l'école.

M. VILLEDIEU répond qu'il sera déposé très rapidement.

L'Ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 50.